



Communiqué unitaire - Non aux menaces à l'encontre des grévistes !

jeudi 4 juillet 2019, par [Bariaud](#)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE INTERSYNDICAL

Depuis des mois l'opposition aux réformes des lycées et la demande d'une revalorisation significative mobilisent un nombre croissant d'enseignants.

À aucun moment, le ministre n'a envisagé de remettre en cause les fondements de ces réformes, écartant de fait toute possibilité de dialogue.

Cette obstination a suscité l'appel de l'intersyndicale à la grève le premier jour du baccalauréat, cette décision exceptionnelle n'a pas suffi à infléchir la position du ministre.

Aujourd'hui, il s'engage dans une escalade supplémentaire : dans de nombreuses académies des Recteurs annoncent leur volonté de retirer jusqu'à 15 jours de salaire aux professeurs ayant collectivement décidé une rétention des notes et menacent nos collègues de sanctions pour non remise des notes du baccalauréat.

Nous demandons au ministre de mettre fin à ces pressions inacceptables et d'engager un véritable dialogue indispensable au bon fonctionnement du service public d'Éducation pour permettre la communication des résultats du baccalauréat.

Les organisations CGT Éduc'Action, FNEC FP-FO, SNALC, SNEP FSU, SNEFSU et SUD Éducation soutiennent tous les collègues mobilisés sur le baccalauréat ou sur le brevet des collèges qui seraient menacés et, en cas de sanction, les assisteront dans leur recours et appelleront toute la profession à soutenir financièrement les grévistes.

Montréal, le 4 juillet 2019

Depuis des mois l'opposition aux réformes des lycées et la demande d'une revalorisation significative mobilisent un nombre croissant d'enseignants.

À aucun moment, le ministre n'a envisagé de remettre en cause les fondements de ces réformes, écartant de fait toute possibilité de dialogue.

Cette obstination a suscité l'appel de l'intersyndicale à la grève le premier jour du baccalauréat, cette décision exceptionnelle n'a pas suffi à infléchir la position du ministre.

Aujourd'hui, il s'engage dans une escalade supplémentaire : dans de nombreuses académies des Recteurs annoncent leur volonté de retirer jusqu'à 15 jours de salaire aux professeurs ayant collectivement décidé

une rétention des notes et menacent nos collègues de sanctions pour non remise des notes du baccalauréat.

Nous demandons au ministre de mettre fin à ces pressions inacceptables et d'engager un véritable dialogue indispensable au bon fonctionnement du service public d'Éducation pour permettre la communication des résultats du baccalauréat.

Les organisations CGT Educ'action, FNEC FP-FO, SNALC, SNEP FSU, SNES FSU et SUD Éducation soutiennent tous les collègues mobilisés sur le baccalauréat ou sur le brevet des collèges qui seraient menacés et, en cas de sanction, les assisteront dans leur recours et appelleront toute la profession à soutenir financièrement les grévistes.

Montreuil, le 4 juillet 2019